

Art. 2. Au même arrêté, il est inséré un article 30ter, rédigé comme suit :

« Art. 30ter. Aux centres de confiance pour enfants maltraités il est accordé une subvention de 191.802 euros (cent nonante-et-un mille huit cent deux euros) pour l'an 2009 en vue du renforcement des équipes cliniques.

La subvention est répartie de manière égale parmi les six centres agréés de confiance pour enfants maltraités de sorte que le montant de chaque centre de confiance est de 31.967 euros (trente-et-un mille neuf cent soixante-sept euros). »

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 mai 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,
Mme V. HEEREN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2584

[2009/203089]

18 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du 29 janvier 2009 tenant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique;

Vu l'urgence compte tenu de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 29 janvier 2009, le 29 mai 2009;

Considérant l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'activité générale;

Considérant l'objectif d'harmonisation entre Régions;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tenant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique, le point 15 est remplacée par le point suivant :

"15° technicien agréé : tout personne physique agréée conformément à l'article 20;"

A l'article 2 du même arrêté, les points 19 et 20 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"19° AWAC" : l'Agence wallonne de l'Air et du Climat;

20° Président : le Président de l'AWAC ou son délégué;"

A l'article 2 du même arrêté, un point supplémentaire est ajouté, libellé comme suit :

"23° entreprise : toute personne physique ou morale exerçant une activité d'installation de chauffage central et de gaz et qui est en règle avec les dispositions de l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électrotechnique, ainsi que de l'activité générale."

Art. 2. Dans l'ensemble du même arrêté, les mots "Directeur général" sont remplacés par "Président" et les mots "DGARNE" sont remplacés par "AWAC".

Art. 3. A l'article 6 du même arrêté, après les mots "le technicien agréé" sont ajoutés les mots "d'une entreprise".

Art. 4. A l'article 9, § 1^{er}, 1^o, du même arrêté, les mots "un technicien agréé" sont remplacés par les mots "le technicien agréé d'une entreprise", et la seconde phrase est modifiée comme suit :

"Par dérogation, l'installation peut être effectuée par des personnes n'ayant pas la qualité de technicien agréé d'une entreprise, à la condition que ce travail soit effectué sous le contrôle et la responsabilité d'un technicien agréé d'une entreprise."

Art. 5. A l'article 10, 4^o, du même arrêté, les mots "les entretiens et" sont insérés après "fait réaliser".

A l'article 10, 7^o, du même arrêté, les mots "l'attestation d'entretien et de vérification périodique" sont remplacés par les mots "l'attestation de contrôle périodique".

Art. 6. A l'article 13, § 1^{er} du même arrêté, le tableau est remplacé par le tableau suivant :

Types de combustibles	Fréquence de contrôle
Solides	annuelle
Liquides	annuelle
Gazeux	tous les trois ans

A l'article 13 du même arrêté, le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Les contrôles sont réalisés par du personnel disposant de la qualification et, lorsqu'il est requis, de l'agrément visé à l'annexe I^{re}."

Art. 7. A l'article 16, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, les termes "le contrôleur chauffage visé à l'article 13, § 3, 2^o" sont supprimés.

Art. 8. Dans l'intitulé du chapitre VII, les termes "certificat d'aptitude en contrôle de chauffage" sont supprimés.

Art. 9. A l'article 29, § 1^{er}, les termes "certificat d'aptitude en contrôle de chauffage" sont supprimés.

Art. 10. A l'article 30, 1^o, a), du même arrêté, un deuxième alinéa est introduit, libellé comme suit :

"L'AWAC précise les matières de formation et d'examen visées à l'annexe VI.B, en concertation avec les fédérations professionnelles en matière de chauffage et de combustibles et les centres de formation qui, en application de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique lors du chauffage de bâtiments à l'aide de combustibles solides ou liquides, ont été reconnus en vue de la délivrance du certificat d'aptitude et de formation permanente au contrôle de combustion et à l'entretien des installations alimentés en combustibles liquides."

Art. 11. A l'article 30, 1^o, le point c) est supprimé.

Art. 12. A l'article 45 du même arrêté, les mots "Le centre d'examen" sont remplacés par "l'établissement d'enseignement".

Art. 13. A l'article 39, § 1^{er}, 3^o, les termes "le certificat d'aptitude en contrôle de chauffage" sont supprimés.

Art. 14. Dans l'intitulé de la Section 6 du chapitre VII, les termes "le certificat en contrôle de chauffage" sont supprimés.

Art. 15. A l'article 49, le second paragraphe est supprimé.

Art. 16. Dans l'intitulé de la Section 8 du chapitre VII, les termes "le certificat d'aptitude en contrôle de chauffage" sont supprimés.

Art. 17. A l'article 57, les termes "le certificat d'aptitude en contrôle de chauffage" sont supprimés.

Art. 18. A l'article 68 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par un nouvel alinéa, libellé comme suit :

"A défaut de la détermination par l'AWAC des éléments visés à l'article 30, 1^o, a), alinéa 2, les matières d'examen et le contenu des formations dispensées par les centres de formations reconnus en vue de la délivrance du certificat d'aptitude et de formation permanente au contrôle de combustion et à l'entretien des installations alimentés en combustibles liquides, en application de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique lors du chauffage de bâtiments à l'aide de combustibles solides ou liquides peuvent rester inchangés. En cas de réussite des examens, le centre de formation fournit au technicien le certificat visé à l'article 38."

Art. 19. A l'article 66 du même arrêté, après les mots "est agréé" sont ajoutés les mots "à titre transitoire" et après les mots "jusqu'à l'expiration ou retrait de son agrément" sont ajoutés les mots "et au maximum pendant deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté".

Art. 20. A l'article 67 du même arrêté, les mots "30 juin 2010" sont remplacés par les mots "30 juin 2011".

Art. 21. A l'annexe VI, point B du même arrêté, dans le tableau I.1.1.1.2, à la seconde ligne ayant trait au contenu relatif à l'acte de réception, le terme "pulsé" est supprimé au deuxième point, et l'article "la" est ajouté devant le mot "puissance" au sixième point.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 23. Le Ministre de l'Environnement et le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juin 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2584

[2009/203089]

18. JUNI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen;

Aufgrund der Dringlichkeit, die sich dadurch ergibt, dass der Erlass vom 29. Januar 2009 am 29. Mai 2009 in Kraft tritt;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 29. Januar 2007 über die beruflichen Fähigkeiten für die Ausübung selbstständiger Aktivitäten in den Berufszweigen des Baugewerbes und der Elektrotechnik sowie des Unternehmertums im Allgemeinen;

In Erwägung der Zielsetzung einer Harmonisierung zwischen den Regionen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen wird die Nr. 15° durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"15° zugelassener Techniker: jede in Übereinstimmung mit Artikel 20 zugelassene natürliche Person;";

In Artikel 2 desselben Erlasses werden die Nummern 19° und 20° durch folgende Bestimmungen ersetzt:

"19° "AWAC": die "Agence wallonne de l'air et du climat" (Wallonische Luft- und Klimaagentur);

20° Präsident: der Präsident der AWAC oder sein Vertreter;";

In Artikel 2 desselben Erlasses wird eine zusätzliche Nummer mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"23° Unternehmen: jede natürliche oder juristische Person, die eine Aktivität im Bereich der Einrichtung von Zentralheizungen und Gasanlagen ausübt, und den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 29. Januar 2007 über die beruflichen Fähigkeiten für die Ausübung selbstständiger Aktivitäten in den Berufszweigen des Baugewerbes und der Elektrotechnik sowie des Unternehmertums im Allgemeinen genügt."

Art. 2 - In diesem ganzen Erlass werden die Wörter "Generaldirektor(s)" durch "Vorsitzende(r)" bzw. "Vorsitzende(n)" und "DGARNE" durch "AWAC" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 6 desselben Erlasses wird die Wortfolge "zugelassene Techniker" durch die Wortfolge "zugelassene Techniker eines Unternehmens" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 9, § 1, 1° desselben Erlasses wird die Wortfolge "zugelassenen Techniker" durch "zugelassenen Techniker eines Unternehmens" ersetzt und wird der zweite Satz wie folgt abgeändert:

"In Abweichung davon kann die Einrichtung von Personen durchgeführt werden, die nicht die Eigenschaft als zugelassener Techniker eines Unternehmens besitzen, unter der Bedingung, dass diese Arbeit unter der Kontrolle und der Verantwortung eines zugelassenen Technikers eines Unternehmens stattfindet."

Art. 5 - In Artikel 10, 4° desselben Erlasses wird die Wortfolge "die Wartungsvorgänge" vor "die regelmäßigen Kontrollen" eingefügt.

In Artikel 10, 7° desselben Erlasses wird die Wortfolge "die Bescheinigung über die regelmäßige Wartung und Überprüfung" durch die Wortfolge "die Bescheinigung der regelmäßigen Kontrolle" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 13, § 1 desselben Erlasses wird die Tabelle durch folgende Tabelle ersetzt:

Brennstofftyp	Häufigkeit der Kontrolle
Feste Brennstoffe	jährlich
Flüssige Brennstoffe	jährlich
Gasförmig	alle drei Jahre

In Art. 13 desselben Erlasses wird § 3 durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

"§ 3 Die Kontrollen werden durch entsprechend qualifiziertes und, falls erforderlich, gemäß der Anlage I zugelassenes Personal durchgeführt."

Art. 7 - In Artikel 16, § 1, Absatz 2, desselben Erlasses wird die Wortfolge ", oder vom in Artikel 13, § 3, 2° genannten Heizungskontrolleur" gestrichen.

Art. 8 - In der Überschrift von Kapitel VII wird die Wortfolge "Befähigungsnachweis für Heizungskontrollen" gestrichen.

Art. 9 - In Artikel 29, § 1 wird die Wortfolge "und der Befähigungsnachweis für Heizungskontrollen" gestrichen.

Art. 10 - In Artikel 30, 1°, a) desselben Erlasses wird ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die AWAC legt den Lern- und Prüfungsstoff im Sinne der Anlage VI.B. fest, in Absprache mit den Berufsverbänden in den Bereichen Heizungswesen und Brennstoffe und den Schulungseinrichtungen die in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 6. Januar 1978 zur Verhütung der Luftverunreinigung durch die Beheizung von Gebäuden mit festen oder flüssigen Brennstoffen die Anerkennung für die Ausstellung von Befähigungs- und Fortbildungsnachweisen für die Verbrennungsüberwachung und für die Wartung von mit flüssigen Brennstoffen befeuerten Heizungsanlagen erhalten haben."

Art. 11 - In Artikel 30, 1°, wird die Pos. c) gestrichen.

Art. 12 - In Art. 45 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Das Prüfungszentrum" durch "Die Unterrichtseinrichtung" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 39, § 1, 3° wird die Wortfolge "oder der Befähigungsnachweis für Heizungskontrollen" gestrichen.

Art. 14 - In der Überschrift von Abschnitt 6 des Kapitels VII wird die Wortfolge "und für Heizungskontrollen" gestrichen.

Art. 15 - In Artikel 49 wird der 2. Paragraph gestrichen.

Art. 16 - In der Überschrift von Abschnitt 8 des Kapitels VII wird die Wortfolge "und für Heizungskontrollen" gestrichen.

Art. 17 - In Artikel 57 wird die Wortfolge "und den Befähigungsnachweis für Heizungskontrollen" gestrichen.

Art. 18 - In Artikel 68 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch einen neuen Absatz mit folgendem Wortlaut ersetzt:

"Sind die in Artikel 30, 1^o, a, Absatz 2 genannten Elemente von der AWAC nicht festgelegt worden, kann für den Prüfungstoff und die Inhalte der Schulungen, die von den hinsichtlich der Ausstellung von Befähigungs- und Fortbildungsnachweisen für die Verbrennungsüberwachung und für die Wartung von mit flüssigen Brennstoffen befeuerten Heizungsanlagen anerkannten Schulungseinrichtungen angeboten werden, weiterhin der Königliche Erlass vom 2. Januar 6 zur Verhütung der Luftverunreinigung durch die Beheizung von Gebäuden mit festen oder flüssigen Brennstoffen gelten. Bei Bestehen der Prüfungen stellt die Schulungseinrichtung dem Techniker den in Artikel 38 genannten Befähigungsnachweis aus."

Art. 19 - In Artikel 66 desselben Erlasses wird die Wortfolge "ist bis zum Ablauf oder zur Entziehung seiner Zulassung als Techniker für flüssige Brennstoffe zugelassen" durch "ist bis zum Ablauf oder zur Entziehung seiner Zulassung und dies höchstens während zwei Jahren ab dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses als Techniker für flüssige Brennstoffe vorläufig zugelassen" ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 67 desselben Erlasses werden die Wörter "30. Juni 2010" durch die Worte "30. Juni 2011" ersetzt.

Art. 21 - In der Anlage VI, Buchstabe B desselben Erlasses wird in der Tabelle I.1.1.1.2 das Wort "Pulsbrenner" in der 2. Zeile betreffend den Inhalt in Bezug auf die Abnahme durch das Wort "Brenner" ersetzt und wird im setzten Punkt der französischen Fassung "puissance" durch "la puissance" ersetzt.

Art. 22 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 23 - Der Umweltminister und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juni 2009

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung

A. ANTOINE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2584

[2009/203089]

18 JUNI 2009. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid rekening houdend met de inwerkingtreding van het besluit van 29 januari 2009, op 29 mei 2009;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming;

Gelet op het doel om tot gelijke regelingen te komen tussen de Gewesten;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan wordt punt 15 vervangen door volgend punt :

"15^o erkende technicus : elke natuurlijke persoon erkend overeenkomstig artikel 20;".

In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de punten 19 en 20 vervangen als volgt :

"19^o AWAC" : "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat);

20^o Voorzitter : de Voorzitter van AWAC of diens gemachtigde;".

In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt een punt 3 toegevoegd, luidend als volgt :

"23^o onderneming : elke natuurlijke of rechtspersoon die een activiteit van installatie van centrale en gasverwarming uitoefent en die zich geschikt heeft naar de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 januari 2009 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming."

Art. 2. In het gehele besluit worden de woorden "Directeur-generaal" vervangen door de woorden "Voorzitter" en de woorden "DGARNE" door "AWAC".

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden na de woorden "erkende technicus" de woorden "van een onderneming" toegevoegd.

Art. 4. In artikel 9, § 1, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden "een overeenkomstig bijlage I erkend technicus" vervangen door de woorden "de erkende technicus van een onderneming" en de tweede volzin wordt gewijzigd als volgt :

"Afwijkend mag de plaatsing verricht worden door personen die niet de hoedanigheid van erkend technicus van een onderneming bezitten, op voorwaarde dat dat werk verricht wordt onder het toezicht en de verantwoordelijkheid van een erkend technicus van een onderneming."

Art. 5. In artikel 10, 4°, van hetzelfde besluit worden de woorden "de onderhoudsbeurten en" ingevoegd na "laat".

In artikel 10, 7°, van hetzelfde besluit worden de woorden "het periodieke onderhouds- en nazichtattest" vervangen door de woorden "het periodieke nazichtsattest".

Art. 6. In artikel 13, § 1, van hetzelfde besluit wordt de tabel vervangen door volgende tabel :

Type brandstof	Controlefrequentie
Vaste brandstoffen	jaarlijks
Vloeibare brandstoffen	jaarlijks
Gasachtige brandstoffen	om de drie jaar

In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 3 vervangen als volgt :

"§ 3. De controles worden uitgevoerd door het personeel dat over de kwalificatie en, indien vereist, over de erkenning waarvan sprake in bijlage I beschikt."

Art. 7. In artikel 16, § 1, lid 2, van hetzelfde besluit vervallen de bewoordingen "de verwarmingscontroleur bedoeld in artikel 13, § 3, 2°".

Art. 8. In het opschrift van hoofdstuk VII vervallen de bewoordingen "bekwaamheidscertificaat voor de verwarmingscontrole".

Art. 9. In artikel 29, § 1, vervallen de bewoordingen "bekwaamheidscertificaat voor de verwarmingscontrole".

Art. 10. In artikel 30, 1°, a) van hetzelfde besluit wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

"AWAC geeft een nadere bepaling van de vakken voor de opleiding en het examen bedoeld in bijlage VI.B in overleg met beroepsfederaties inzake verwarming en brandstoffen en de opleidingscentra die overeenkomstig het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof erkend zijn met het oog op het afleveren van het bekwaamheids en permanente vormingsattest voor de verbrandingscontrole en het onderhoud van installaties met vloeibare brandstoffen."

Art. 11. In artikel 30, 1°, vervalt punt c).

Art. 12. In artikel 45 van hetzelfde besluit worden de woorden "Het examen Centrum" vervangen door de woorden "De onderwijsinstelling".

Art. 13. In artikel 39, § 1, 3°, vervallen de bewoordingen "bekwaamheidscertificaat voor de verwarmingscontrole".

Art. 14. In het opschrift van afdeling 6 van hoofdstuk VII vervallen de bewoordingen "certificaat voor de verwarmingscontrole".

Art. 15. In artikel 49 vervalt de tweede paragraaf.

Art. 16. In het opschrift van afdeling 8 van hoofdstuk VII vervallen de bewoordingen "het bekwaamheidscertificaat voor de verwarmingscontrole".

Art. 17. In artikel 57 vervallen de bewoordingen "het bekwaamheidscertificaat voor de verwarmingscontrole".

Art. 18. In artikel 68 van hetzelfde besluit wordt lid 2 vervangen door een nieuw lid, luidend als volgt :

"Worden de gegevens bedoeld in artikel 30, 1°, a, lid 2, niet bepaald, dan kunnen de examenstof en de inhoud van de opleidingen verstrekt door de erkende opleidingscentra met het oog op het afleveren van het bekwaamheids- en voortdurende vormingscertificaat voor de verbrandingscontrole en het onderhoud van de installaties met vloeibare brandstoffen overeenkomstig het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof ongewijzigd blijven. Worden de examens met vrucht afgelegd, dan reikt het opleidingscentrum de technicus het certificaat bedoeld in artikel 38 uit."

Art. 19. In artikel 66 van hetzelfde besluit worden na het woord "wordt" de woorden "bij wijze van overgangsmaatregel" ingevoegd en na de woorden "tot aan het verstrijken of de intrekking van zijn erkenning" worden de woorden "en hoogstens gedurende twee jaar te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit" ingevoegd.

Art. 20. In artikel 67 van hetzelfde besluit worden de woorden "30 juni 2010" vervangen door de woorden "30 juni 2011".

Art. 21. In bijlage VI, punt B van hetzelfde besluit, in tabel I.1.1.1.2, vervalt in de tweede regel die verband houdt met de inhoud van de opleveringshandeling, het woord "gepulserde" in het tweede punt en in de Franse versie wordt het woord "la" toegevoegd voor het woord "puissance" in het zesde punt.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 23. De Minister van Leefmilieu en de Minister bevoegd voor Energie zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juni 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2009/00428]

Personnel. — Nominations

Par arrêté royal du 11 mai 2009, M. Jo Vanhecke, M. Bjorn Verschaeve, Mme Dominique Van Dam, Mme Stefanie De Hemptinne et M. Christophe Thienpont sont nommés en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, services centraux, cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} février 2009.

Par arrêté royal du 12 mai 2009, Mme Karen Peeters, Mme Evy De Muynck, Mme Geneviève Franchet, M. Bart Verspeet, Mme Pascale Cornette, Mme Marijke Deroover, M. Davy Liebens, M. Stefaan Saey, M. Peter Magits, M. Rachid Kerkab, M. Johan Meulders et Mme Gwendoline Mus sont nommés en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, services centraux, cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} février 2009.

Par arrêté royal du 30 mars 2009, Mme Vinciane Hoefnagels est nommée en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, services centraux, cadre linguistique néerlandais, à partir du 28 février 2009.

Par arrêté royal du 8 mars 2009, Mme Anneleen Dendas est nommée en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, centres fermés, à partir du 1^{er} novembre 2008.

Par arrêté royal du 26 janvier 2009, Mme Els De Deken est nommée en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, services centraux, cadre linguistique néerlandais, à partir du 8 octobre 2008.

Par arrêté royal du 7 décembre 2008, Mme Katrien Von Rauch est nommée en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, services centraux, cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} août 2008.

Par arrêté royal du 21 novembre 2008, M. Therry De Backer est nommé en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, services centraux, cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} juin 2008.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2009/00428]

Personeel. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 11 mei 2009 worden de heer Jo Vanhecke, de heer Bjorn Verschaeve, Mevr. Dominique Van Dam, Mevr. Stefanie De Hemptinne en de heer Christophe Thienpont benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, centrale diensten, Nederlands taalkader met ingang van 1 februari 2009.

Bij koninklijk besluit van 12 mei 2009 worden Mevr. Karen Peeters, Mevr. Evy De Muynck, Mevr. Geneviève Franchet, de heer Bart Verspeet, Mevr. Pascale Cornette, Mevr. Marijke Deroover, de heer Davy Liebens, de heer Stefaan Saey, de heer Peter Magits, de heer Rachid Kerkab, de heer Johan Meulders, en Mevr. Gwendoline Mus benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, centrale diensten, Nederlands taalkader met ingang van 1 februari 2009.

Bij koninklijk besluit van 30 maart 2009 wordt Mevr. Vinciane Hoefnagels benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, centrale diensten, Nederlands taalkader, met ingang van 28 februari 2009.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2009 wordt Mevr. Anneleen Dendas benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, gesloten centra, met ingang van 1 november 2008.

Bij koninklijk besluit van 26 januari 2009 wordt Mevr. Els De Deken benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, centrale diensten, Nederlands taalkader met ingang van 8 oktober 2008.

Bij koninklijk besluit van 7 december 2008 wordt Mevr. Katrien Von Rauch benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, centrale diensten, Nederlands taalkader met ingang van 1 augustus 2008.

Bij koninklijk besluit van 21 november 2008 wordt de heer Therry De Backer benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, centrale diensten, Nederlands taalkader met ingang van 1 juni 2008.